

POSER LES FONDATIONS D'UNE ÉCONOMIE VERTE AU SERVICE

DES COMMUNAUTÉS LOCALES ET ADAPTÉE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

27 avril 2012.

Gran Popo,
Rép. du Bénin

Le Réseau Climat & Développement — qui rassemble 65 associations francophones du sud et du nord luttant pour le développement et contre le changement climatique — s'est réuni pour son 6ème atelier à Grand Popo en République du Bénin. À quelques mois sommet de Rio+20 qui se tiendra en Juin 2012, l'atelier a permis de croiser les regards sur les écueils et opportunités en vue d'un développement harmonieux, équitable, accessible à tous et respectueux de l'environnement. À cette occasion, le Réseau a adopté les conclusions suivantes.

LE DÉVELOPPEMENT ET L'ENVIRONNEMENT SOUFFRENT PLUS QUE JAMAIS

On ne peut que déplorer l'échec des trois Conventions adoptées à Rio en 1992 et chargées de protéger la biodiversité, lutter contre les changements climatiques et la désertification. Jamais les émissions de gaz à effet de serre n'ont été aussi élevées qu'en 2011. Face à l'incapacité de la communauté internationale à soutenir les besoins d'adaptation des populations, le changement climatique constitue de plus en plus une trappe à pauvreté inextricable. Par ailleurs, la dégradation des terres et de la biodiversité s'accélère dans l'indifférence politique générale. Enfin, les financements internationaux manquent encore à l'appel pour mettre en œuvre ces trois conventions.

Par ailleurs, les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont loin d'être atteints. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes n'a toujours pas accès aux services énergétiques et à l'eau potable alors qu'un autre milliard consomme l'équivalent de plus d'une planète et demi de ressources naturelles. Plus d'un milliard de personnes souffre de la faim alors que la planète gaspille plus de 30% de sa production agricole. Sans doute parce que les politiques de développement et d'environnement oublient trop souvent de s'appuyer sur les communautés qu'elles cherchent à protéger.

PRIORITÉ AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTÉS

La mise en place des politiques de développement doit se faire avec les communautés locales, qui un peu partout sur la planète, mettent en place des initiatives innovantes et résilientes. Elles ont une longue tradition de développement et d'adaptation qui s'appuie sur des démarches sociales et volontaristes adaptées à leur réalité quotidienne. Il faut donc compter sur elles pour aider à solutionner les crises qui assaillent la planète. Ainsi pour le Réseau Climat & Développement, le sommet de Rio doit répondre au double défi de l'éradication de la pauvreté et de la protection de l'environnement en construisant une proposition pour et par ces communautés.

UNE ÉCONOMIE VERTE AU SERVICE DES COM- MUNAUTÉS LOCALES ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE?

Le Réseau souhaite rappeler que la définition proposée par le PNUE qui qualifie l'économie verte d'« économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources » reste un idéal très loin de notre réalité. L'économie verte ne doit pas devenir un cheval de Troie pour un néo-libéralisme vert, au détriment des plus pauvres et des plus vulnérables, ignorant les enjeux de l'équité et du partage des ressources naturelles. Pour le RC&D, l'économie verte peut et doit véritablement répondre aux besoins des communautés.

Pour cela, Rio+20 doit permettre d'engager l'ensemble des acteurs (Etats, entreprises, communautés) dans une véritable transition vers un développement sobre en carbone et résilient. À Rio, des choix s'imposent pour mettre un terme au financement et à la promotion :

- ❖ **du modèle agricole industrialisé et intensif qui dégrade l'environnement et ne sécurise ni la souveraineté ni la sécurité alimentaire.** Rio doit développer de nouveaux modèles agricoles, notamment locaux, pour garantir la sécurité alimentaire et l'accès aux services essentiels.
- ❖ **de la politique énergétique qui s'appuie sur les énergies fossiles et émettrices de Gaz à Effet de Serre,** incompatible avec les objectifs de lutte contre le changement climatique et celui de l'accès de tous à l'énergie. Rio doit faciliter l'accès aux énergies renouvelables pour tous.
- ❖ **du modèle de consommation et de production qui gaspille** et confisque les ressources naturelles et énergétiques. Rio doit lutter contre les trappes à pauvreté, les inégalités socioéconomiques, et pour une gestion équitable et durable des ressources naturelles.

Le Réseau Climat & Développement demande aux décideurs et acteurs réunis à Rio en juin de se saisir de ces sujets pour réformer les politiques en place. Le socle de l'économie de demain doit être la recherche de la satisfaction des besoins essentiels et de la prospérité de tous.

.....
Partenaires



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
NIGERIA



VERS UNE AGRICULTURE QUI ASSURE LA SOUVERAINETÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL ET ÉQUITABLE

IL EST PRIMORDIAL DE PRIORISER, PROMOUVOIR ET FINANCER LES PRATIQUES AGRICOLES DURABLES, ADAPTÉES ET RÉSILIENTES

- ❖ Rio+20 doit reconnaître et promouvoir la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et locale qui permet de nourrir et employer la majorité de nos populations tout en protégeant les écosystèmes.
- ❖ Rio+20 doit promouvoir l'agro-écologie comme forme éprouvée d'une agriculture durable, rentable et capable de répondre aux besoins alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit souligner l'importance de financer les infrastructures nécessaires et capables de résister aux intempéries pour limiter les pertes alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit préserver une agriculture fondée sur le patrimoine local – les semences locales et les savoirs et pratiques locaux.

IL EST URGENT DE METTRE FIN À L'ACCAPAREMENT DES TERRES QUI MENACE L'AGRICULTURE FAMILIALE, GARANTE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET VECTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL

- ❖ Rio+20 doit appeler et proposer des politiques foncières justes, transparentes et inclusives pour lutter contre l'accaparement des terres et promouvoir l'accès à la terre des agriculteurs familiaux.
- ❖ Rio+20 doit refuser les politiques qui favorisent l'accaparement des terres, comme par exemple les politiques de production à grande échelle d'agro-carburants.
- ❖ Rio+20 doit soutenir et relayer les Appels de Dakar et Porto Alegre, et soutenir les efforts de résistance des communautés paysannes locales face à l'accaparement de leurs terres.

IL FAUT COMMENCER PAR RÉFORMER LES POLITIQUES COMMERCIALES INTERNATIONALES POUR QU'ELLES FAVORISENT LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE LOCALE ET NATIONALE

- ❖ Rio+20 doit exiger des politiques et des mesures contre la spéculation sur les prix des denrées alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit aussi renforcer la compétitivité des produits de l'agriculture locale en maîtrisant les importations et en développant une fiscalité adaptée pour les filières nationales.

IL EST PRIMORDIAL DE PROTÉGER ET PROMOUVOIR LE PATRIMOINE GÉNÉTIQUE AGRICOLE AFRICAIN, BIEN COMMUN, VECTEUR DE SOUVERAINETÉ SEMENCIÈRE ET ALIMENTAIRE, D'AUTOSUFFISANCE, ET DE REVENUS

- ❖ Rio+20 doit lutter contre les politiques de promotion des OGM tant que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un débat citoyen et de recherches plus approfondies, et de politiques de veille et de contrôle.
- ❖ Rio+20 doit soutenir la création et le financement de banques pour stocker les semences locales.

IL EST PRIMORDIAL DE GARANTIR L'ACCÈS ÉQUITABLE À L'EAU, DROIT DE PLUS EN PLUS FONDAMENTAL AU REGARD DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DE LEURS IMPACTS SUR LES RESSOURCES EN EAU

- ❖ Rio+20 doit encourager une gestion intégrée et participative de l'eau, en vue de maximiser le bien-être économique et social, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux.
- ❖ Rio+20 doit mettre en place et renforcer les mécanismes institutionnels pour mieux planifier la gestion de la ressource, améliorer les systèmes d'alerte précoce et faciliter la gouvernance participative.
- ❖ Rio+20 doit favoriser la recherche, l'éducation et la sensibilisation à la bonne gestion de l'eau.
- ❖ Rio+20 doit promouvoir l'implication des femmes, actrices-clé dans l'approvisionnement et la gestion de l'eau.

IL EST TEMPS DE DÉVELOPPER UNE GOUVERNANCE COMMUNAUTAIRE, PARTICIPATIVE ET INCLUSIVE POUR FAVORISER ET PÉRENNISER LES PRATIQUES AGRICOLES ADAPTÉES ET ÉCOLOGIQUES

- ❖ Rio+20 doit mettre en avant le rôle clé du partage des connaissances locales, de la recherche et de l'innovation.
- ❖ Rio+20 doit appeler à impliquer directement les femmes dans la prise de décision concertée et locale.
- ❖ Rio+20 doit souligner le rôle clé de la société civile (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans la prise de décision internationale et dans la mise en œuvre des politiques agricoles nationales.

Partenaires



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
NIGERIA



DÉCLARATION RIO+20

POUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE DES COMMUNAUTÉS LOCALES

EN VUE D'ASSURER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉCONOMIQUE
ET HUMAIN ET EN HARMONIE AVEC LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**IL EST PRIMORDIAL DE GARANTIR LE DROIT À
L'ÉNERGIE DURABLE POUR LES COMMUNAUTÉS,
COMPOSANTE ESSENTIELLE DE L'ÉCONOMIE VERTE**

- ❖ Rio+20 doit interroger notre mode de consommation énergétique et aider les gouvernements et organisations internationales à concevoir des outils réglementaires qui suppriment les gaspillages énergétiques et régulent le secteur de la production ou de la consommation, dans les pays industrialisés comme dans les pays en développement.
- ❖ Rio+20 doit affirmer un droit universel aux services énergétiques de base, et le mettre en place d'ici 2020.

**IL EST TEMPS DE SORTIR DE LA DÉPENDANCE AUX
ÉNERGIES FOSSILES FACE À LEUR RARÉFACTION ET
À LEUR IMPACT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMA-
TIQUE, LA BIODIVERSITÉ ET LES RESSOURCES EN EAU**

- ❖ Rio+20 doit confirmer l'engagement de la communauté internationale à supprimer les subventions à la production d'énergie fossiles et rediriger ces subventions pour la lutte contre les changements climatiques.
- ❖ Rio+20 doit également engager les gouvernements à réduire considérablement d'ici 5 ans les subventions à la consommation et utiliser cette marge à la promotion et au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

**IL FAUT COMMENCER PAR RÉFORMER LA GOU-
VERNANCE DE L'ÉNERGIE NOTAMMENT LES MÉCA-
NISMES EXISTANTS INADAPTÉS ET INÉQUITABLES**

- ❖ Rio+20 doit développer des indicateurs internationaux et nationaux pertinents pour évaluer et construire les politiques énergétiques, prenant en compte les spécificités des communautés.
- ❖ Rio+20 doit appeler les gouvernements et les autorités locales à associer systématiquement la société civile à l'ensemble des décisions énergétiques pour orienter les choix vers la durabilité, notamment les communautés locales.
- ❖ Rio+20 doit inclure les enjeux énergétiques dans l'ensemble des politiques associées (l'emploi, migration et gestion de l'exode rurale, agriculture...).

- ❖ Rio+20 doit renforcer la prise en compte des études d'impacts multicritères (environnementaux, sociaux et économiques) dans les choix des politiques énergétiques. Il est temps de financer les énergies renouvelables face à la pression forte sur les ressources finies et la demande croissante en énergie.
- ❖ Rio+20 doit lancer une dynamique pour impliquer l'ensemble des acteurs locaux (ONG, groupements de femmes, organismes de crédit, organisations internationales) dans le financement de l'énergies renouvelable et de l'efficacité énergétique.
- ❖ Rio+20 doit au niveau national mettre en place des politiques fiscales favorables aux investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- ❖ Rio+20 doit soutenir le Fonds Vert pour le climat comme source de financement pour l'accès de tous aux services énergétiques durables.

**IL EST TEMPS DE METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE
D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE POUR DONNER UN
SENS ET FAIRE FONCTIONNER L'ÉCONOMIE VERTE**

- ❖ Rio+20 doit travailler à développer dans chaque Etat (industrialisés et en développement) des plans d'action d'efficacité énergétique, utilisant les outils réglementaires appropriés.
- ❖ Rio+20 doit aider à créer des marchés locaux sur les technologies de l'efficacité énergétique, basés sur les innovations locales et les savoirs faire déjà existants dans les pays en développement.
- ❖ Rio+20 doit aider à accélérer la diffusion des technologies efficaces, en créant un mécanisme de transfert de technologie.

**IL EST URGENT D'INVESTIR DANS LE CHAMP DE LA
RECHERCHE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET
L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

- ❖ Rio+20 doit aider à créer des centres nationaux et régionaux d'excellence associant les ONG et les universités pour développer les innovations locales en matière d'énergie.
- ❖ Rio+20 doit travailler à favoriser l'accès des jeunes à la formation et le développement de leurs capacités dans des activités de recherche et de développement techniques et technologiques.

Partenaires



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
NIGERIA



VERS UNE AGRICULTURE GARANTE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET ADAPTÉE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le prochain sommet de la terre à Rio va devoir prendre en compte la nouvelle donne climatique pour les futures politiques agricoles. Plus question que l'agriculture contribue à accroître les concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère et plus question que l'agriculture souffre chaque jour des aléas climatiques de plus en plus extrêmes.

C'est pour répondre à ces nouveaux défis que le réseau Climat & Développement appelle à un développement résilient et sobre en carbone à travers le soutien de l'agriculture familiale, garante de la sécurité alimentaire, de la souveraineté alimentaire des pays en développement et d'un développement respectueux de l'environnement.

N°1

Mohammed SADDIK
AH&E, Maroc

Mohammed BOUZIANE
Amis de la Saoura, Algérie

Émilie JOHANN
CIDSE

Fidèle ANON
JVE, Côte d'Ivoire

Ibrahim MBAMOKO
Carré Géo Environnement,
Cameroun

Oumou KOULIBALY
Africa Adapt, Sénégal

CONSTATS

Une insécurité alimentaire structurelle exacerbée

Aujourd'hui, force est de constater que sur les 1.4 milliards de paysans qui nourrissent la planète, 1 milliard d'entre eux souffre de la faim quand autant de personnes surconsomme de la nourriture. En outre, 80% de ceux qui souffrent de la faim vivent en zone rurale. Paradoxalement l'augmentation du rendement des cultures agricoles n'a pas permis d'enrayer la faim ni l'insécurité alimentaire.

La pression des changements climatiques sur l'agriculture ajoute un obstacle supplémentaire à la réalisation de la souveraineté alimentaire des communautés vulnérables, et parmi celles-ci les pays d'Afrique subsaharienne et la région du Sahel sont particulièrement impactés. En dépit de l'urgence des crises climatique et alimentaire, on observe le développement de politiques qui menacent le capital environnemental, climatique et socioéconomique des pays en développement. On constate :

- ❖ Le développement accéléré d'une mono-agriculture industrielle et intensive principalement destinée à l'exportation de matières premières alimentaires ou

énergétiques. Ce modèle agricole, dépendant d'intrants (engrais et pesticides) polluants et coûteux se révèle nuisible sur l'environnement tout en étant en définitive incapable de nourrir la planète et notamment les communautés les plus pauvres.

- ❖ Le développement de l'agriculture intensive coïncide avec celui de pratiques émettrices de Gaz à Effet de Serre et sources d'appauvrissement des sols et de la biodiversité.
- ❖ Le développement du phénomène d'accaparement des ressources agricoles et des terres se fait au détriment d'une agriculture paysanne et vivrière et des populations qui en vivent.
- ❖ Enfin la promotion des OGM comme une des solutions pour augmenter la production et la résilience des cultures dans le contexte de la pression climatique contribue à la disparition des patrimoines locaux (semences locales, pratiques endogènes) et à une dépendance accrue des paysans aux industries semencières et aux prix des marchés internationaux.

Des facteurs aggravants : la volatilité des prix et les changements climatiques

Il y a plusieurs facteurs qui encouragent la promotion de modèles agricoles non durables et sont de fait un obstacle au développement de l'agriculture familiale qui est pourtant un facteur clef de sécurité alimentaire. La surconsommation au Nord, la pression démographique, les changements climatiques et les règles du marché international des denrées alimentaires exercent une pression sur les modèles agricoles et encouragent le développement de modes de production non durables et inéquitables, au détriment de l'agriculture vivrière.

1/

La libéralisation des marchés et la volatilité du prix des denrées alimentaires a entraîné une spéculation croissante sur les matières premières agricoles. À force de produire pour l'exportation, les paysans sont de plus en plus dépendants des prix des matières premières agricoles sur les marchés internationaux, de plus en plus volatiles à cause de la spéculation financière dont elles font l'objet. On parle de « bulle alimentaire ». Pire, la volatilité et la hausse des prix de cette matière première agricole sur les marchés internationaux se répercutent sur les marchés locaux à proximité des lieux de production agricole, avec une inflation du prix des denrées alimentaires de base (riz, maïs, soja), trop souvent à l'origine de l'insécurité alimentaire endémique.

On observe une tendance croissante à l'importation de denrées alimentaires de base aux prix (plus bas) du marché international qui déséquilibrent la balance commerciale et appauvrissent les petits agriculteurs. Cette pratique se révèle souvent coûteuse et inefficace pour assurer la sécurité alimentaire puisque les produits sont trop chers pour les marchés locaux.

En outre, elle nuit au développement de l'agriculture locale et l'activité économique qui l'accompagne. Enfin, elle nuit à l'autonomie alimentaire nationale, qui participe de la souveraineté d'un pays.

Par ailleurs, on constate une baisse notable de financements publics affectée à l'agriculture. L'Aide Publique au Développement a baissé de 20% à 4% et les dépenses publiques dans les pays en développement ont chuté et représentent 7% seulement de budget national en moyenne.

2/

Par ailleurs, les changements climatiques sont des facteurs aggravants pour l'insécurité alimentaire. De manière directe : les impacts du changement climatique (désertification, stress hydrique et raccourcissement de la saison des pluies, intempéries imprévisibles et extrêmes) exercent une pression croissante sur les rendements agricoles — aggravant ainsi la volatilité des prix des denrées alimentaires — et les modes traditionnels de production. Responsables d'une très faible part des émissions de Gaz à Effet de Serre malgré leur importante contribution à la production alimentaire mondiale, les petits agriculteurs africains sont aussi les premières victimes du changement climatique. Ils représentent des millions de producteurs.

De manière indirecte, certaines politiques d'atténuation peuvent être néfastes aux petits producteurs et ainsi mettre en péril la sécurité alimentaire. Ainsi les politiques de développement de l'usage d'agro-carburants — utilisés comme substituts « écologiques » aux carburants conventionnels dans le secteur des transports — entraînent une production intensive de sucre de canne, de jatropha, de soja, d'huile de palme ou encore de maïs dans les pays en développement pour répondre à cette demande, au détriment des productions destinées à l'alimentation locale et nationale.

ENJEUX

Vers une agriculture adaptée au changement climatique et aux besoins locaux

Aujourd'hui plus que jamais, dans le contexte de crise climatique qui est le nôtre, et au regard de ses impacts sur la production agricole, il est primordial d'assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement et de leurs communautés les plus vulnérables.

Les enjeux sont multiples : il faut anticiper les impacts futurs du changement climatique et la finitude des énergies fossiles, protéger l'environnement, le patrimoine génétique agricole local et la biodiversité. Et ce, en permettant le développement d'une activité socioéconomique locale et durable en vue de l'augmentation des revenus des communautés, notamment en zone rurale : les efforts doivent être déployés principalement en faveur des petits agriculteurs, garants de la durabilité et viabilité du territoire.

Enfin, il s'agit de lutter contre les vecteurs à l'origine des politiques agricoles inadaptées : agro-carburants et politiques ultralibérales promues par l'OMC.



SOLUTIONS

Il existe des solutions et bonnes pratiques au niveau des communautés. Celles-ci doivent inspirer les politiques internationales

L'agriculture familiale représente un modèle agricole résilient au changement climatique, adapté aux besoins alimentaires locaux et ainsi garant de la souveraineté et la sécurité alimentaire. En effet, les agricultures familiales jouent un rôle essentiel en termes de sécurité alimentaire et de développement rural. Elles produisent jusqu'à 80% des aliments consommés dans certains pays en développement et constituent un pilier essentiel de l'aménagement des terroirs et de la stabilité sociale. Face à des conditions de production souvent contraignantes, y compris les aléas du climat, les familles paysannes ont toujours eu à s'adapter.

Les pratiques d'agroécologie visent la mise en place de systèmes agricoles productifs, durables et économes, valorisant au mieux les ressources locales, avec un recours minimal aux intrants chimique. Les actions cohérentes mises en place pour la maîtrise du milieu, la gestion rationalisée d'eau, la conduite des cultures et

l'intégration avec l'élevage, concourent à une meilleure résilience des exploitations familiales aux aléas du climat: les exploitations sont plus diversifiées, moins dépendantes des approvisionnements extérieurs, et le pouvoir tampon du milieu est restauré et utilisé.

La préservation du patrimoine génétique africain. Il s'agit d'un bien commun, vecteur de souveraineté semencière, alimentaire et souvent médicinale, d'auto-suffisance, et source de revenus. Cette préservation implique notamment de lutter contre le développement excessif et mal-informé des OGM en Afrique: a) par la diffusion d'information sur les avantages et inconvénients des OGM, les coûts associés au choix des OGM, et b) dans certains cas, par des moratoires. Il s'agit par ailleurs de valoriser les semences locales les plus résilientes aux changements climatiques en créant des banques de semences.

DES PROJETS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT



© JVE Côte d'Ivoire

© JVE Côte d'Ivoire

AIDER LES AGRICULTRICES DE LA RÉGION DU PÔRÔ EN CÔTE D'IVOIRE À S'ADAPTER (JVE)

Pour faire face aux impacts du changement climatique sur leurs maraîchages vivriers, les paysannes à la périphérie de la ville de Korhogo ont mis en place des stratégies d'adaptation utilisant des savoir-faire endogènes. Avec l'aide de Jeunes Volontaires pour l'Environnement en Côte d'Ivoire, les femmes ont monté des comités de concertation avec une multiplicité d'acteurs (femmes et familles, Radio de proximité, Autorités locales, agents services publics, faiseurs de pluies, initiés, éleveurs) pour identifier ensemble les meilleures options de production et de consommations pour approvisionner les marchés tout en minimisant les risques alimentaires, nutritionnels, sanitaires et climatiques.

RENFORCER L'AGRICULTURE PAYSANNE DANS LA RÉGION ORIENTALE DU MAROC (AH&E)

Association Homme & Environnement (AH&E) - qui travaille au mieux-être des communautés rurales à Berkane au Maroc - a choisi une approche intégrée pour préserver les activités paysannes locales. AH&E a sensibilisé les paysans au respect de l'environnement dans leurs pratiques agricoles, notamment pour promouvoir l'agriculture biologique, la gestion rationnelle de l'eau, et la préservation des espèces sauvages locales. Suite à ce travail, AH&E a appuyé la construction d'une école et d'un gîte d'écotourisme, créateur d'emploi tout en valorisant les écosystèmes locaux. AH&E a également appuyé un groupe de femmes pour les former à l'extraction de plantes aromatiques et médicinales, artisanat local vendu ensuite dans les gîtes d'éco-tourisme.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Il est important de développer de nouveaux principes agricoles, bas carbone et adaptés aux changements climatiques qui s'articulent autour des besoins, des vulnérabilités et des priorités des communautés locales.

Il est primordial de donner la priorité, promouvoir et financer les pratiques agricoles durables, adaptées et résilientes au changement climatique

- ❖ Rio+20 doit reconnaître et promouvoir la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et le rôle clé de la production locale qui permet de nourrir et employer la majorité de nos populations, et qui permet de protéger les écosystèmes.
- ❖ Rio+20 doit préserver et développer une agriculture fondée sur le patrimoine local – les semences locales et traditionnelles adaptées aux changements climatiques et les savoirs et pratiques locaux.
- ❖ Rio+20 doit promouvoir l'agroécologie comme forme éprouvée d'une agriculture durable, rentable et capable de répondre aux besoins alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit souligner l'importance de financer les infrastructures nécessaires et capables de résister aux intempéries pour limiter les pertes alimentaires.

Il faut commencer par réformer les politiques commerciales internationales pour qu'elles favorisent la souveraineté alimentaire locale et nationale

- ❖ Rio+20 doit prendre position contre la spéculation internationale sur les prix des denrées alimentaires.
- ❖ Rio+20 doit – au contraire – renforcer la compétitivité des produits de l'agriculture locale et de l'agroécologie en maîtrisant les importations et en développant une fiscalité adaptées pour les filières nationales.
- ❖ Rio+20 doit rendre effective et promouvoir l'intégration commerciale sous régionale.

Il est primordial de protéger et promouvoir le patrimoine génétique agricole africain

- ❖ Rio+20 doit lutter contre les politiques de promotion des OGM tant que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un débat citoyen et d'études d'impacts sanitaires, environnementaux et sociaux, et de politiques de veille et de contrôle.
- ❖ Rio+20 doit proposer la création et le financement de banques pour stocker les semences.

Il est temps de développer une gouvernance communautaire, participative et inclusive pour favoriser et pérenniser les pratiques agricoles adaptées et écologiques

- ❖ Rio+20 doit mettre en avant le rôle clé du partage des connaissances locales, de la recherche.
- ❖ Rio+20 doit souligner le rôle clé d'observateur, d'expert et d'évaluateur de la société civile (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans la prise de décision internationale et dans la mise en œuvre des politiques agricole.

Partenaires

POUR L'ACCÈS À L'ÉNERGIE EN AFRIQUE GRÂCE AU DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le prochain sommet de la terre à Rio sera l'occasion de faire un bilan sur les politiques énergétiques mises en œuvre depuis 20 ans sur le continent africain et constituera le point de départ de nouvelles réflexions sur l'accès à l'énergie pour tous dans un contexte de changements climatiques.

C'est à ce titre que le Réseau Climat & Développement souhaite contribuer à cette réflexion en soulignant l'importance et le potentiel des énergies renouvelables en Afrique pour assurer un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique pour tous.

N°2

Maman ZAKARA
Folkecenter, Mali

Mohamed SOKONA
Folkecenter, Mali

Benoit FARACO
FNH, France

Zenabou SEGDA
WEP, Burkina Faso

Madyouri TANDIA
TANMYIA, Mauritanie

CONSTATS

En Afrique, l'accès à l'énergie est inégal et limité dans un contexte de raréfaction des ressources et de changement climatique

L'accès à l'énergie est l'une des conditions essentielle du développement car elle conditionne la satisfaction des besoins sociaux de base (eau, nourriture, santé, éducation, etc.). Le continent africain reste cependant à la traîne en matière d'accès à l'énergie, tant dans les zones rurales (où les taux d'électrification sont extrêmement faibles) que dans les zones urbaines, touchées par des problèmes de sécurité de l'approvisionnement.

L'Afrique, qui compte 15% de la population mondiale, ne représente que 5% de la consommation finale d'électricité, et une consommation d'énergie par habitant deux fois inférieure à la moyenne mondiale.

Alors que la lutte contre la pauvreté demeure la priorité absolue pour le continent, celui-ci souffre d'un déficit d'investissement — notamment technologique — qui le condamne bien souvent à l'utilisation des énergies conventionnelles — de la biomasse traditionnelle aux énergies fossiles.

Pourtant, le continent africain offre un potentiel d'énergies renouvelables conséquent, et le développement de ces sources d'énergie permettrait :

- ❖ Une autonomisation des énergies fossiles dont le prix va croître régulièrement au cours du 21^{ème} siècle
- ❖ Le développement d'activités économiques offrant des voies de sortie de la pauvreté, car les énergies renouvelables (EnR) offrent un potentiel d'emploi local important
- ❖ Une contribution essentielle aux efforts d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans la perspective d'une division par 2 ou 3 des émissions mondiales d'ici 2050.

La transition vers les énergies renouvelables n'est pas un choix idéologique mais une nécessité face à l'épuisement programmé des énergies fossiles et face au défi immense que représente le changement climatique.

ENJEUX

Les énergies renouvelables dans un contexte de développement sobre en carbone

Pour faire face au double défi de l'accès à l'énergie et de la lutte contre le changement climatique, le développement des énergies renouvelables en Afrique sera confronté à trois enjeux majeurs.

❖ Un priorité économique et financière

Malgré d'importants développements technologiques, les technologies renouvelables demeurent relativement plus coûteuses que les techniques conventionnelles, notamment fossiles.

Face à la priorité donnée aux enjeux de développement, et malgré les nombreux avantages dont sont dotées les EnR (emplois locaux, prix orientés à la baisse, réduction de la dépendance aux énergies fossiles), les Etats et les populations africains continuent aujourd'hui à donner la priorité aux énergies fossiles, faute de moyens financiers. Pourtant, en cas de prix élevé du diesel et du gaz, le photovoltaïque est très rapidement compétitif.

L'un des enjeux principaux est donc le financement de la transition énergétique africaine, pour permettre aux Etats comme aux communautés de mettre en place des politiques publiques soutenant le développement des EnR. Cela doit donc être une des composantes essentielles du Fonds Vert pour le Climat adopté à Cancun, et qui prévoit 100 milliards de financements pour la lutte contre le changement climatique à l'horizon 2020.

❖ Un besoin technologique

Le développement des technologies renouvelables implique des savoir-faires nouveaux, aussi bien pour les communautés que pour les entreprises assurant les services énergétiques que dans le domaine de la recherche.

Aujourd'hui, les technologies renouvelables sont principalement concentrées entre les mains de quelques acteurs, dans les pays industrialisés et les pays émergents, malgré les expérimentations développées par les acteurs de terrain dans le cadre de projets de développement.

La mise en place de mécanismes de transferts de technologies ainsi que le déploiement de stratégies de recherche sur le territoire africain sont donc des conditions sine qua none de l'accès des communautés aux services énergétiques renouvelables.

❖ Une question de gouvernance

L'accès de tous aux énergies renouvelables implique une redéfinition de la gouvernance des politiques énergétiques dans les pays africains.

Les ONG et les communautés, qui développent depuis plus d'un demi-siècle des projets innovants dans ce domaine sont en effet les mieux à même de participer à la définition des technologies à mettre en place, dans la mesure où elles connaissent parfaitement les besoins des populations.

Aujourd'hui, la gouvernance énergétique reste malheureusement concentrée dans les mains des acteurs institutionnels, et n'encourage pas la mise en place de politiques publiques adaptées, prenant en compte les réalités du terrain.



© Benoit Faraco

Les communautés achètent l'essence sur les marchés informels, là où elle est beaucoup moins chère.

SOLUTIONS

Faciliter l'accès de tous aux énergies renouvelables

1. Il faut un bouquet de technologies adaptées aux enjeux de développement

ÉOLIEN

L'éolien présente un fort potentiel dans les pays les moins avancés. Sous des conditions de vent adaptées, il se situe déjà dans la zone de compétitivité des énergies renouvelables. Si les principaux modèles sont adaptés à l'approvisionnement d'un réseau électrique, il existe aussi des formes d'éolienne adaptées à l'électrification rurale. Couplée à d'autres sources d'énergies pour pallier aux intermittences, l'éolien présente un fort potentiel pour l'Afrique.

Cette technologie a cependant des coûts d'investissements plus élevés que les énergies fossiles, et nécessite une main d'œuvre qualifiée, ce qui la rend parfaitement éligible aux différents mécanismes de transfert de technologie.

MÉTHANISATION DES DÉCHETS

La production de biogaz — obtenue par la fermentation des déchets organiques — représente une forme d'énergie renouvelable adaptée aux besoins des zones rurales et isolées, et sans impact sur l'environnement. La méthanisation permise par les biodigesteurs permet d'accroître l'accès à l'énergie propre pour l'éclairage et la cuisson des aliments et réduit les dépenses des ménages ruraux et péri urbains en bois de chauffe, en charbon et en pétrole. L'effluent ou résidu de bouse (sans le méthane qui s'est échappé sous forme de gaz) est un engrais organique de meilleure qualité que le fumier et le compost ordinairement produit. Il permet ainsi d'accroître la production agricole et de réduire la charge de travail des femmes. Les résultats scolaires sont améliorés grâce à l'éclairage.

Les conditions sanitaires sont améliorées car les maladies liées à la fumée et aux odeurs sont diminuées. La productivité animale est améliorée grâce à la stabulation et par une meilleure prise en charge alimentaire et sanitaire du bétail. Enfin, l'implantation des biodigesteurs est une opportunité de création d'emploi dans la zone d'activité.

SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE (PV)

Le solaire photovoltaïque est une des énergies renouvelables au plus fort potentiel en Afrique avec l'hydroélectricité. En parc au sol, elle est parfaitement adaptée au réseau électrique, mais peut aussi, en complément d'énergies thermiques (ou installée avec des batteries), s'imposer comme une solution d'électrification rurale. Son principal défaut demeure son coût de production, encore plus élevé que les solutions thermiques (gaz, pétrole, charbon), mais ceux-ci sont orientés à la baisse, et le solaire PV devrait être compétitif avec les énergies fossiles d'ici 10 à 15 ans.

En outre, l'Afrique ne compte pas d'unité de production de panneaux importante, ce qui la rend dépendante des importations. Le transfert des technologies, aussi bien de production que de mise en œuvre et de maintenance, est donc fondamental pour réussir la transition énergétique en Afrique.

Malheureusement, certains obstacles freinent le développement de ces solutions :

- ❖ L'absence ou faiblesse du cadre politique, juridique et réglementaire pour que celui-ci soit plus attractif pour les investissements dans les énergies renouvelables.
- ❖ Le manque de prise en compte des énergies renouvelables dans la planification du développement au niveau local.
- ❖ Le développement des filières commerciales et artisanales et des compétences dans les différents domaines des énergies renouvelables devra être une priorité.
- ❖ L'absence d'instruments financiers adaptés aux investissements dans les énergies renouvelables, notamment les unités décentralisées.
- ❖ Les banques et autres institutions financières sont insuffisamment mobilisées et formées pour le financement des énergies renouvelables.

2. Il faut supprimer progressivement les subventions à la production des énergies fossiles

Les EnR souffrent aujourd'hui d'un coût bien souvent supérieur aux énergies conventionnelles, qui sont lourdement subventionnées pour la plupart. Les financements publics dédiés au niveau international aux énergies fossiles sont estimés à 500 millions de dollars par an, dont plus de 100 milliards consacrés à la production. Ces subventions, en faussant les règles du jeu économique, freinent la transition énergétique dans les pays les moins avancés. Il est donc souhaitable de mettre fin immédiatement aux subventions à la

production d'énergie fossile, pour réorienter ces masses financières afin de soutenir les énergies renouvelables. Les subventions à la consommation ont quant à elle bien souvent une vocation sociale et permettent aux populations les plus vulnérables d'accéder à quelques services de base énergétique. Cependant, orientée vers les énergies fossiles, elles contribuent à perpétuer un modèle qui inscrit les pays les moins avancés dans une vulnérabilité forte en renforçant la dépendance des citoyens et des entreprises aux sources fossiles.

3. Mettre en place un cadre normatif et réglementaire favorable aux EnR

Chaque fois que cela est économiquement rentable, il est indispensable que les PMA donnent la priorité aux énergies renouvelables en les mettant au cœur de leur politique énergétique. Déjà, comme l'illustre la carte ci-dessous, certaines énergies renouvelables sont compétitives face aux sources fossiles, et notamment au diesel, très utilisé en zone rurale.

Pour cela, il est nécessaire de mettre en place un cadre normatif et réglementaire favorable aux EnR. Cela revient à donner la priorité aux sources locales d'énergies, qui sont non seulement porteuses de sécurité d'approvisionnement énergétique. Dans le cadre des appels d'offre et des politiques d'électrification, les énergies renouvelables peuvent par exemple être sou-

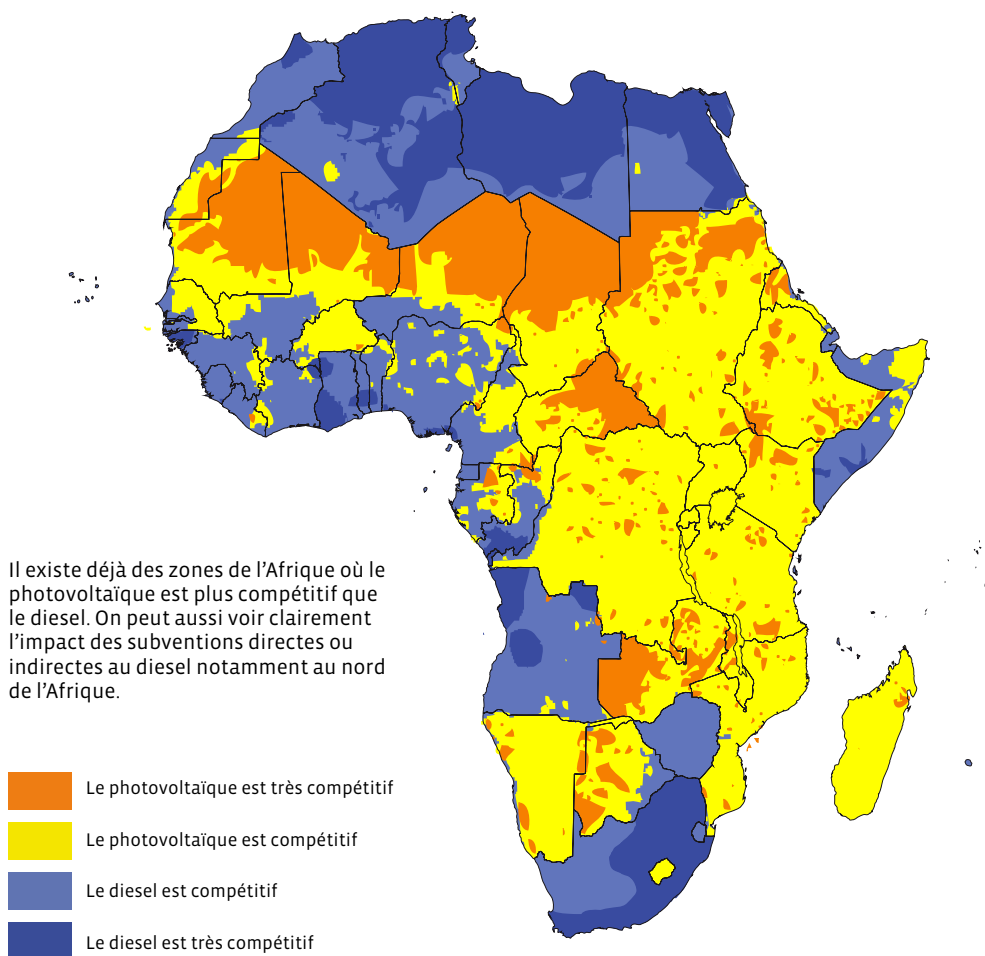
nues par l'introduction de critères environnementaux, mais aussi par le développement d'outils économiques comme les tarifs d'achat. Les projets énergétiques étant généralement soutenus dans le cadre des politiques de financement, le rôle des banques de développement et des bailleurs doit être de s'assurer que les surcoûts engendrés par ces projets — dans les zones où les renouvelables ne sont pas compétitives par rapport aux énergies fossiles — ne viennent pas compromettre les objectifs d'accès à l'énergie.

À ce niveau, les financements innovants pour le climat doivent jouer un rôle important dans l'accompagnement des stratégies nationales de développement sobre en GES.

4. Créer des centres de recherche et de suivi sur les politiques et les technologies énergétiques

La plupart des énergies renouvelables reposent sur des technologies importées des pays industrialisés ou émergent. Face au défi que représente l'accès à l'énergie et l'électrification en Afrique, il est indispensable de développer des pôles d'excellence industrielle dans ces

différents secteurs, afin que le continent bénéficie de l'ensemble des avantages des EnR, aussi bien en terme de réduction des externalités environnementale que de création d'emploi et d'activité économique.



DES PROJETS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT

Plusieurs expériences réussies de promotion des énergies renouvelables sont déjà en cours en Afrique, mises en œuvre avec l'appui d'ONG locales

CAS D'UN PROGRAMME GOUVERNEMENTAL DE PROMOTION DES BIODIGESTEURS AU BURKINA FASO (Women Environmental Programme)

Le Programme National de Biodigester (PNB) subventionne la construction des biodigesteurs mais la subvention est trop limitée pour bénéficier au plus grand nombre.

En effet, l'acquisition du biodigester coûte cher et exige en outre de disposer de la matière première nécessaire à la biodigestion (quelques animaux ou alors un toilette). Women Environmental Programme Burkina est en train d'établir un partenariat avec le PNB pour la mise en œuvre de ce projet. Elle envisage d'accroître la subvention de manière à alléger la contrepartie ou l'apport des bénéficiaires.

CAS D'ÉLECTRIFICATION SOLAIRE EN MAURITANIE (TANMYIA)

TANMYIA travaille avec les communautés rurales de la Mauritanie pour développer l'accès à l'électricité en construisant des plateformes solaires dans les localités rurales.

Ces plateformes fourniront de l'électricité permettant aux populations de conserver des produits alimentaires (viande et poisson) grâce à la réfrigération, de recourir à la mécanique électrique pour souder les métaux, et mouler le grain, de recharger les batteries pour l'éclairage et d'améliorer l'accès à la communication (télévision, téléphone, internet).

L'électrification permettra à ces communauté de ne plus effectuer des dizaines de kilomètre pour trouver ses services en ville. En plus elle améliore substantiellement les conditions de vie en terme d'économie de temps, d'allègement du travail physique pour les femmes et permet de réduire la pression sur les ressources ligneuses.



© Mali-Folkecenter

CAS DE PROJET D'ÉLECTRIFICATION RURALE DE LA COMMUNE DE GARALO AU MALI (Mali-Folkecenter)

Depuis une dizaine d'année, l'ONG Mali-Folkecenter travaille dans les énergies renouvelables avec les populations rurales de la région de Sikasso. Un projet pilote d'électrification rurale est mis en place en 2006. Il s'agit d'électrifier la commune de Garalo (10 000hbs) à base d'huile de Jatropha. Ce modèle est caractérisé par la production, la transformation et l'utilisation locale. Ces producteurs de Jatropha sont tous de la commune de Garalo et organisés au sein d'une coopérative.

Les plantations fournissent des graines qui sont pressées dans l'unité de production d'huile de Jatropha appartenant à la coopérative. Les résidus de la production d'huile de Jatropha sont utilisés par les membres de la coopérative dans les champs comme engrais organiques. Par contre, l'huile est vendue par la coopérative à l'opérateur privé de la centrale pour produire de l'électricité qui est distribuée à la clientèle.

Ce modèle de Garalo comporte électrique avec une capacité installée de 3x300kw soit un total de 300 kw. Les services rendus par l'électricité dans la commune de Garalo et alentour permettent de lutter contre la pauvreté et stimuler le développement de l'économie locale. La prochaine étape sera de développer des unités hybrides.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

L'énergie durable est une composante essentielle de l'économie verte. Elle représente un droit universel aux services énergétiques de base et en tant que tel, doit interroger nos modes de consommation et de production énergétique dans le pays développés comme dans les pays en développement, notamment en utilisant les outils de réglementation locaux, nationaux et internationaux. Il est nécessaire de :

Réformer les subventions aux énergies fossiles en faveur des énergies renouvelables

- ❖ Supprimer immédiatement les subventions à la production d'énergie fossiles et renverser cet argent dans le Fonds vert pour le climat.
- ❖ Réduire d'ici 5 ans considérablement les subventions aux énergies fossiles.
- ❖ Utiliser cette marge à la promotion et au développement des énergies renouvelables.
- ❖ Encourager des politiques d'efficacité énergétiques dans les politiques et stratégies de promotion de l'énergie.

Promouvoir une gouvernance énergétique plus inclusive et durable

- ❖ Développer des indicateurs internationaux et nationaux pertinents pour évaluer et construire les politiques énergétiques, prenant en compte les spécificités des communautés.
- ❖ Associer la société civile à l'ensemble des décisions énergétiques pour orienter les choix vers la durabilité.
- ❖ Inclure les enjeux énergétiques dans l'ensemble des politiques associées (politique de l'emploi, politique de migration, de gestion de l'exode rural et politique agricole).

- ❖ Renforcer la prise en compte des études d'impacts multicritères (environnementaux, sociaux et économiques dans le choix des politiques énergétiques).

Assurer le financement des énergies renouvelables

- ❖ Au niveau international : renforcer le fonds vert pour le climat pour financer un accès minimum à tous aux services énergétiques.
- ❖ Au niveau national : mettre en place des politiques fiscales favorables aux investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- ❖ Au niveau local : renforcer l'information de tous les acteurs sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour diffuser ces technologies et impliquer l'ensemble des acteurs (organismes de crédit, OI, ONG) dans le financement des solutions durable.

Promouvoir la recherche et le développement sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique

- ❖ Créer des centres nationaux et régionaux d'excellence dans les principaux secteurs (EnR, bâtiment...) associant les ONG et les universités pour développer les innovations locales en matière d'énergie.

Partenaires

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, UNE CLÉ POUR UN DÉVELOPPEMENT PLUS DURABLE POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Le prochain sommet de la terre à Rio va notamment permettre d'identifier des enjeux et difficultés d'accès à l'énergie dans les pays en développement. Souvent, la difficulté d'accès à l'énergie s'accompagne d'une mauvaise gestion de l'énergie, entraînant une surconsommation inutile et coûteuse aux communautés déjà trop vulnérables. Une plus grande efficacité énergétique représente une des clés du développement local et pérenne de ces communautés.

Le Réseau Climat & Développement souhaite œuvrer pour que l'efficacité énergétique fasse partie de tout développement résilient et sobre en Gaz à Effet de Serre.

N°3

Ange BAIMEY
RC&D, Côte d'Ivoire

Benoît FARACO
FNH, France

Aissatou DIOUF
ENDA énergie, Sénégal

CONSTATS

L'inefficacité énergétique en Afrique

L'Afrique ne représente que 6% de la consommation mondiale d'énergie, et son accès à l'énergie - et l'électricité notamment - est entravé par des difficultés économiques et sociales. En outre, l'énergie consommée fait souvent l'objet de pertes importantes et de gaspillage.

Dans le secteur industriel, les technologies utilisées sont souvent vétustes, et porteuses de pertes d'énergie importantes. Associées à des coûts de production élevés de l'énergie, cela implique des problèmes importants de compétitivité pour les entreprises africaines.

La production et la vente sont souvent interrompues ou erratiques, les prix très volatiles et élevés. Par ailleurs, les pointes de consommation, mal gérées, impliquent de coûteux investissements dans les réseaux et font peser des risques sur la continuité de l'approvisionnement électrique.

Ainsi, alors que consommation est très faible, elle fait déjà l'objet de rationalisation par les consommateurs eux-mêmes, confrontés très régulièrement à des pénuries d'énergie et problèmes de délestage, ainsi qu'à une volatilité des prix de l'énergie.

En zone rurale, les communautés locales sont très dépendantes de la biomasse traditionnelle (bois énergie, charbon de bois...), et malgré les progrès fait dans l'utilisation des foyers améliorés, les systèmes énergétiques restent peu efficaces. Cela a des conséquences négatives aussi bien pour la santé de la population que pour les écosystèmes (déforestation par exemple), mais pèse aussi sur certaines catégories et notamment les femmes, en charge de collecter le bois.

On constate qu'en zone rurale comme en ville, c'est surtout par nécessité — et non par choix — que les consommateurs tendent à restreindre leur consommation d'énergie. Pourtant, on constate qu'en améliorant les infrastructures, la gestion, l'usage et la gouvernance des différentes sources d'énergie, on pourrait pourtant améliorer l'efficacité énergétique globale de l'Afrique tout en contribuant au bien-être des communautés locales.

ENJEUX

L'efficacité énergétique au cœur du développement

Le continent gagnerait à améliorer l'efficacité énergétique dans certains secteurs, notamment l'industrie, les transports, mais aussi les usages domestiques de l'énergie. L'efficacité énergétique consiste à satisfaire les mêmes besoins en limitant, par le recours à des technologies, les consommations d'énergie.

Les avantages de l'efficacité énergétiques pour le développement sont nombreux : réduction des importations d'énergies fossiles et baisse de la facture énergétique, consolidation de la productivité de l'industrie, amélioration des conditions de vie des populations, réduction des impacts sur l'environnement des consommations d'énergie...

En développant l'efficacité énergétique, non seulement des emplois peuvent être créés, mais cela peut aussi entraîner des baisses des coûts de production

de l'électricité. L'efficacité énergétique est donc un facteur clé du développement sobre en carbone. C'est d'ailleurs l'objet de l'article 2 du Protocole de Kyoto qui indique que l'accroissement de l'efficacité énergétique serait profitable au développement durable et à l'économie.

Le changement du modèle de développement présent qui se caractérise par un système énergétivore est ainsi une partie de la solution à la crise globale. Maîtriser la demande énergétique, structurer l'offre des services énergétique, assurer un accès efficace des communautés à la ressource permettrait des économies d'énergie au niveau globale. Et ces économies d'énergie impacteraient le développement de façon positive en contribuant à la réduction des inégalités sociales.

SOLUTIONS

Pour des politiques africaines d'efficacité énergétique

À l'image du fort potentiel en énergie renouvelables, l'Afrique dispose d'un potentiel important en efficacité énergétique, dans les différents secteurs que sont le transport, l'industrie et les usages domestiques de l'énergie.

Pourtant, alors que l'efficacité énergétique est une solution « gagnante-gagnante » reconnue par tous, elle est négligée par les décideurs politiques. En effet, un rapide bilan de 20 ans de lutte contre le changement

climatique montre que l'efficacité énergétique n'a reçu que peu de financements de la part des différents bailleurs, et que son potentiel est encore sous-estimé dans le cadre des négociations de la CCNUCC sur les futures actions de réduction d'émission de gaz à effet de serre des pays en développement (« NAMAs »). Il faut impérativement développer des politiques et cadres incitatifs pour permettre une plus grande efficacité énergétique, bénéfique pour le climat et pour les populations.

Encourager les technologies efficaces

Réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments et les transports, améliorer l'accès aux services énergétique sont autant des solutions pratiques déjà mise en œuvre mais qu'il serait déterminant de renforcer. Par exemple, face à la précarité énergétique de certaines communautés rurales de Benin, les ONG développent des projets qui allègent la collecte de bois-énergie, devenue une tâche difficile pour les femmes à cause des changements climatiques, tous en apportant une réponse à la sécurité alimentaire par l'accès à cette

énergie d'origine végétale. L'ensemble de ces projets, efficaces au niveau des communautés, doivent donc être reconnus comme étant partie intégrante des stratégies de développement sobre en carbone, et donc doivent être éligibles à des financements internationaux, en particuliers ceux issus du fonds vert de Cancun. Par ailleurs, ces projets ne pourront se dupliquer que s'ils sont encadrés efficacement par des cadres de régulation et de réglementation.

Mettre en place des politiques nationales d'efficacité énergétique

Aujourd'hui, malgré certains progrès, l'efficacité énergétique reste cantonnée à quelques projets développés sur le terrain, alors qu'elle devrait faire l'objet de politiques publiques nationales. En effet, certaines technologies sont suffisamment mûres pour être développées à grande échelle, comme par exemple les foyers améliorés, qui pourraient faire l'objet d'une réglementation, tant les gains économiques, sanitaires et environnementaux sont supérieurs aux coûts d'investissements.

Dans d'autres secteurs, et notamment celui des transports, quelques normes simples pourraient contribuer à

réduire les consommations unitaires par service rendu. Il s'agit par exemple d'une optimisation des politiques de vitesses maximales autorisées, qui présentent le double avantage de réduire la consommation unitaire des véhicules tout en garantissant la sécurité routière. Par ailleurs, certains pays ont introduit des normes sur la consommation unitaire des véhicules, ou tentent de prohiber l'importation de véhicules anciens trop consommateurs. Ces mesures, si elles rentrent parfois en conflit avec des enjeux de développement car elles provoquent un renchérissement du service de mobilité, sont toutefois bénéfiques sur le long terme, car elles

entraînent des économies de carburants, et bien souvent une baisse des dépenses publiques dans les pays où la consommation de carburants est subventionnée par les pouvoirs publics. Dans le secteur du bâtiment, des normes imposant certaines technologies efficaces, comme la production d'eau chaude sanitaire par le

biais de solaire thermique, permettraient des gains importants. Il est donc nécessaire que chaque pays africain développe des politiques nationales d'efficacité énergétique, et se dote des outils réglementaires et législatifs pour bannir progressivement tout gaspillage énergétique.

Réformer la gouvernance de l'énergie

L'ensemble de ces mesures passe par une modification de la gouvernance de l'énergie, afin de mieux associer les consommateurs, et notamment les communautés, à la mise en œuvre de solutions d'efficacité énergétique. Pour cela, il est nécessaire de décentraliser les politiques énergétiques pour les rapprocher des utilisateurs. Cela assurera une meilleure diffusion des technologies, et renforcera l'acceptabilité sociale des technologies. Il

est donc indispensable d'associer pouvoirs locaux, ONG, acteurs économiques dans la définition de stratégies énergétiques locales, pour lesquelles des indicateurs adaptés doivent être développés. Le rôle des universités et des centres de savoirs est tout aussi essentiel, dans la mise en œuvre de ces politiques qui constituent un pilier incontournable d'un développement sobre en carbone.

DES PROJETS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT

Donner une réponse durable au problème d'efficacité énergétique des communautés locales passe par le développement d'actions concrètes et de projets sobres en carbone et résilients. Les projets de développement sobres en carbone et résilients aux changements climatiques mis en œuvre déjà par de nombreuses organisations du Réseau Climat & Développement constituent des bonnes pratiques et des solutions au problème de l'efficacité énergétique.

UN PARTENARIAT AVEC LE BÉNIN POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FOYERS AMÉLIORÉS EN CÔTE D'IVOIRE (Jeunes Volontaires de l'Environnement)

Grace à l'appui financier de JVE International et de Norad Norvège, JVE Côte d'Ivoire a entrepris l'introduction des foyers améliorés « nansu » en milieu rural de la région Est du pays. Cette région qui jadis était prénommée « la boucle du cacao » (la Côte d'Ivoire est le 1er producteur mondial de cacao) ne l'est plus à cause de la dégradation des ressources naturelles et de la qualité des sols. Cette dégradation est notamment liée à la culture trop intensive de cacao, et à l'utilisation excessive de biomasse par les communautés rurales.

Dans le cadre d'un transfert de technologie sud-sud, JVE Côte d'Ivoire - par l'entremise de JVE Benin - propose des foyers énergétiquement efficaces aux communautés afin de réduire la pression exercée sur les forêts et (a fortiori) sur le développement agricole. JVE Côte d'Ivoire entend également créer d'un parc à bois pour rééquilibrer la pluviométrie, et contribuer à l'autonomisation des femmes grâce à la création de ces nouvelles sources de revenus.



© Enda Énergie

DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES DURABLES POUR FUMER LE POISSON EN AFRIQUE DE L'OUEST (Enda Énergie)

Au cours de l'année 2010, Enda Énergie a développé un projet lié aux systèmes énergétiques durables en Afrique de l'ouest. Ce projet a fait la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans l'usage productif des services énergétiques à travers les filières de fumage de poisson, de boulangerie, et de distribution de gaz butane.

L'approche par les chaînes de valeur a permis d'identifier les différents acteurs d'une chaîne, leurs besoins d'appui spécifiques d'une part, de procéder à des formations ciblées d'autre part. Le développement de la chaîne de valeur « fumage de poisson » dans les zones insulaires du Sénégal a permis aux groupements de femmes transformatrices, de renforcer leur capacité de production de manière efficace à travers des fours économes en énergie.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

L'efficacité énergétique est une composante essentielle de l'économie verte. Elle contribue à développer l'accès universel aux services énergétiques de base et doit s'appuyer sur une réforme de nos modes de consommation et de production énergétique dans le pays développés comme dans les pays en développement, notamment en utilisant les outils de réglementation locaux, nationaux et internationaux.

Rio+20 doit garantir le droit à l'énergie durable pour les communautés

- ❖ Affirmer le droit universel aux services énergétiques de base.
- ❖ Interroger notre mode de consommation énergétique et aider les gouvernants des pays en voie de développement à concevoir des outils réglementaires qui suppriment les gaspillages énergétiques et régulent le secteur de la production ou de la consommation.

Rio+20 doit promouvoir les politiques d'efficacité énergétique

- ❖ Chaque État doit travailler à développer des plans d'action d'efficacité énergétique, utilisant les outils réglementaires appropriés.
- ❖ Il faut créer des marchés locaux sur les technologies de l'efficacité énergétique basées sur les innovations locales et les savoirs faire existants dans les pays en développement.
- ❖ Il faut accélérer la diffusion des technologies efficaces, en créant un mécanisme de transfert de technologie souple.

Rio+20 doit assurer l'indépendance face aux énergies fossiles

- ❖ Réaffirmer l'engagement de la communauté internationale à supprimer les subventions à la production d'énergie fossiles et les rediriger vers la lutte contre les changements climatiques.
- ❖ Appeler les gouvernements de réduire les subventions à la consommation et l'utiliser à la promotion – entre autres - de l'efficacité énergétique.
- ❖ Encourager des politiques d'efficacité énergétiques dans les politiques et stratégies de promotion énergétique.

Rio+20 doit commencer par réformer la gouvernance de l'énergie

- ❖ Développer des indicateurs internationaux et nationaux pertinents pour évaluer et construire les politiques énergétiques, prenant en compte les spécificités des communautés.
- ❖ Associer systématiquement la société civile à l'ensemble des décisions énergétiques pour orienter les choix vers une durabilité.
- ❖ Inclure les enjeux énergétiques dans l'ensemble des politiques associées (politique de l'emploi, politique de migration et de gestion de l'exode rurale, politique agricole...).
- ❖ Créer des centres nationaux et régionaux d'excellence dans les principaux secteurs en associant la société civile et les institutions de recherches pour développer des innovations énergétiques locales.

Partenaires

LUTTER CONTRE L'ACCAPAREMENT DES TERRES EN AFRIQUE POUR PRÉSERVER L'AGRICULTURE PAYSANNE, LA SÉCURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le prochain sommet de la terre à Rio sera l'occasion d'identifier formellement l'impact des politiques de gestion des ressources naturelles, de consommation et de production sur le développement socioéconomique des pays les plus pauvres. Notamment, au titre de cette course internationale aux ressources naturelles et agricoles, les terres fertiles d'Afrique sont vendues aux plus offrants, au détriment des paysans qui cultivent ces terres, de l'agriculture vivrière et de la sécurité alimentaire.

Le Réseau Climat & Développement souhaite contribuer à la réflexion pour lutter contre ce phénomène qui menace très directement l'accès au développement sous contrainte climatique en Afrique.

N°4

Joseph Yaovi KOGBE
Amis de la Terre Togo

CONSTATS

La course aux ressources naturelles et agricoles se traduit par un accaparement des terres systématique, au détriment des plus vulnérables et de leurs droits

Les cessions de grandes surfaces de terres agricoles, sur de longues périodes, à des investisseurs étrangers et nationaux à des fins spéculatives ou pour produire des biens alimentaires ou biocarburants exportables, est un phénomène aujourd'hui généralisé. Les investissements étrangers dans les terres agricoles à grandes échelles ont pris une ampleur et une nature différentes à partir de 2008 avec la crise alimentaire mondiale.

La Banque Mondiale estime les acquisitions effectuées en 2009 à 45 millions d'hectares, soit dix fois plus que l'année précédente. Sur le premier trimestre 2012, 2,5 millions d'hectares ont déjà fait l'objet de transactions.

L'Afrique subsaharienne apparaît comme la cible principale des achats de terres. Selon une étude de la FAO, au cours des cinq dernières années, 50 à 80 millions d'hectares de terres agricoles dans les pays en développement ont

fait l'objet de négociations avec les investisseurs internationaux cherchant à acheter ou à louer ces terres. Les 2/3 d'entre eux sont en Afrique sub-saharienne. En l'espace de 10 ans au Sénégal, 650 000 hectares ont été octroyés à 17 privés nationaux et étrangers. Cela représente 16% des terres cultivables du pays. Ce qui inquiète par dessus tout est la manière dont les terres sont acquises et ce à quoi elles sont destinées : monocultures intensives destinées à l'exportation qui ne bénéficient pas à l'économie locale et qui dégradent la qualité des sols.

Parallèlement, **dans ces mêmes pays, près d'un milliard de personnes manque de nourriture** et un autre milliard souffre de formes diverses de malnutrition, et ce malgré une production alimentaire mondiale suffisante. Le phénomène est devenu une menace non seulement pour la sécurité alimentaire, mais également une réelle menace pour l'économie des pays pauvres.

ENJEUX

Une meilleure gouvernance foncière pour préserver l'agriculture familiale et assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire

Il est temps de mettre un frein aux accaparements de terres et garantir les droits des communautés locales à la terre. L'enjeu est d'arriver à définir une meilleure gouvernance foncière qui pourrait empêcher les accaparements de terres et faire respecter les droits des populations affectées ou menacées par des

accaparements de terres, notamment concernant la reconnaissance et la protection des systèmes fonciers coutumiers, la protection des défenseurs des droits des paysans, des pêcheurs, des peuples autochtones, des éleveurs nomades et des sans-terre.

Pour assurer une bonne gouvernance de la terre, il **faut protéger les droits des communautés rurales**, en particulier les populations vulnérables, contre toutes les formes d'accaparement foncier et s'attaquer aux problèmes de corruption, de transparence, de responsabilité et d'accessibilité financière.

De surcroît, l'exigence d'investissements agricoles responsables ne doit pas concerner exclusivement les acquisitions foncières à grande échelle par des investisseurs étrangers. **Il s'agit aussi de favoriser une agriculture durable, de réduire la pauvreté et de répondre aux besoins alimentaires de la planète**, en particulier,

des ruraux pauvres des pays en développement. Par conséquent, il faut mettre en place toute une panoplie de mesures pour répondre aux menaces et aux défis rencontrés.

À eux seuls, les principes et les directives en discussion au niveau international ne suffisent pas pour relever les défis rencontrés. C'est notamment par la réforme des politiques foncières actuellement en place qu'il faut sécuriser l'accès à la terre pour les agriculteurs locaux, assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire.

LA POLITIQUE FONCIÈRE DU NIGER : UNE VOIE ORIGINALE À EXPLORER



© Benoit Faraco

Face au phénomène d'accaparements fonciers, le Niger s'est doté d'une politique foncière originale appelée Code Rural qui reconnaît la validité des droits coutumiers. La politique comprend des lois sectorielles sur la pêche, la chasse, les activités agricoles, pastorales, etc. Il s'agit d'un cadre juridique, de tout un ensemble de lois et de règlements visant à sécuriser l'agriculture, l'élevage, prévenir les conflits et créer les conditions pour une stabilité sociale dans le pays. Au même moment, des commissions foncières (COFO) ont été instituées impliquant les différentes parties prenantes : chefs coutumiers, agriculteurs, éleveurs, institutions de l'État, société civile, élus locaux. et ouvertes à tous les acteurs impliqués dans la gestion du foncier. Ce sont des espaces de dialogue locaux, dans lesquels le chef traditionnel discute avec des administrés.

Désormais, les investisseurs privés ont du mal à acquérir des terres au Niger du fait de l'absence des politiques de promotion des exportations, à la différence de beaucoup d'autres pays d'Afrique. Récemment, une opération a échoué pour des promoteurs saoudiens qui ne respectaient pas le code rural. La bonne gouvernance et gestion des investissements massifs ne pourront se faire que s'il existe au préalable des mécanismes légitimes de participation, du contrôle des citoyens et un régime foncier adéquat.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Il faut des politiques foncières transparentes et qui protègent ceux qui travaillent la terre et assurent la sécurité alimentaire locale.

- ❖ **Rio+20 doit arrêter les politiques qui favorisent l'accaparement des terres, comme par exemple la production d'agro-carburants.**
- ❖ **Rio+20 doit promouvoir les politiques foncières qui protègent et privilégient les agriculteurs locaux.** L'agriculture familiale doit être encouragée et renforcée de manière volontariste afin de garantir la subsistance des populations rurales et urbaines. Il est essentiel que les politiques foncières donnent en priorité l'accès à la terre aux agriculteurs locaux, et protègent les agriculteurs et communautés de l'expropriation de leur terre. Les politiques doivent notamment respecter l'équilibre entre droit coutumier et droit formel.
- ❖ **Rio+20 doit promouvoir les politiques d'investissement qui favorisent le développement local.** Les politiques d'investissement agricoles doivent être encadrées par les autorités publiques afin qu'elles bénéficient d'abord aux paysans locaux : limiter l'affectation des terres aux monocultures destinées à l'exportation et s'assurer que les revenus de ces politiques d'investissement assurent le développement local.
- ❖ **Rio+20 doit assurer la sécurité alimentaire locale en priorité.** Afin de réduire la dépendance à l'égard de l'aide alimentaire et des importations, toute nouvelle affectation des sols devrait viser, avant tout, l'approvisionnement des marchés locaux et les contrats devraient exiger qu'un pourcentage minimum des récoltes obtenues soit vendues sur le marché local.
- ❖ **Rio+20 doit assurer le droit à l'information et à la transparence via la publication des contrats.** Chaque gouvernement devrait s'assurer que les communautés disposent de l'information dont elles ont besoin concernant les lois, les investisseurs, les contrats, leurs droits, etc. afin qu'elles puissent résister de manière efficace aux manœuvres des investisseurs du secteur privé et des gouvernements. Chaque contrat et transaction devrait être publié en toute transparence.
- ❖ **Rio+20 doit rendre toute réforme inclusive et juste.** Il s'agit de renforcer les capacités des communautés paysannes locales à se mobiliser pour résister à l'accaparement des terres. Cela implique un plaidoyer et un travail de sensibilisation auprès des décideurs ; notamment pour relayer l'appel de Dakar contre l'accaparement des terres et la déclaration de Porto Alegre.

Partenaires

VERS UNE GESTION PARTAGÉE DE L'EAU POUR ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTÉS

Le prochain sommet de la terre à Rio sera l'occasion de rappeler que l'accès à l'eau est à la fois un droit fondamental et une ressource naturelle de plus en plus menacée par les changements climatiques et la dégradation environnementale.

Forte de ses initiatives auprès des communautés locales, le Réseau Climat & Développement souhaite contribuer aux réflexions sur la bonne gestion de l'eau dans le cadre d'un développement sobre en carbone et résilient au changement climatique.

N°5

Fidèle ANON
JVE, Côte d'Ivoire

Hawal DJERI
ASEDI, Togo

Abdoul MOUTARI
DEMI-E, Niger

CONSTATS

Une ressource vitale menacée par les changements climatiques

L'eau est la base de toute forme de vie sur terre. Elle joue également un rôle très important dans l'équilibre et la survie des écosystèmes et la qualité des sols. Sa qualité et sa disponibilité sont facteurs de développement. Mais aujourd'hui, nos ressources mondiales en eau sont très directement menacées par les changements climatiques, la pression démographique et l'industrialisation.

Selon BERGKAMP, Directeur du Conseil Mondial de l'Eau : «l'eau est facteur clé du développement et le premier vecteur par lequel le changement climatique sera ressenti». Pourtant, seulement 5% de l'aide au développement est destinée aux problèmes d'accès à l'eau alors que déjà 1/7 de la population mondiale n'a pas accès à l'eau potable et 1/3 n'est pas reliée à des systèmes d'assainissement. Selon la FAO, d'ici 2025, 1,8 milliards de personnes vivront dans des pays ou régions en situation de stress hydrique dangereux.

Le stress hydrique croissant va également affecter directement l'agriculture et la sécurité alimentaire : l'agriculture pluviale qui représente aujourd'hui 96%

des superficies cultivées en Afrique subsaharienne va voir ses rendements diminuer fortement. D'ici 2080, cela pourrait signifier que 75% de la population africaine est confrontée à la faim alors que la demande en irrigation va sensiblement augmenter. En effet, l'agriculture représente déjà en Afrique subsaharienne 87% des prélèvements en eau (et entre 70-80% en moyenne dans les autres régions du monde).

Par ailleurs, la qualité des ressources hydriques disponibles tend à se dégrader. L'expansion des zones urbaines exerce déjà une pression accrue localement sur les ressources en eau et sur leur qualité. Les modes de production industrialisés, l'utilisation croissante d'intrants chimiques et le manque d'infrastructures de traitement des eaux usées tendent à dégrader la qualité de l'eau. Dans les pays en voie de développement, 70% des eaux usées sont déversées sans aucun traitement dans les cours d'eaux.

Enfin, les systèmes d'agriculture intensive polluent les écosystèmes, milieux producteurs et régénérateurs de cette ressource en eau.

ENJEUX

L'accès à l'eau pour tous et pour longtemps

Pourtant, il y a assez d'eau pour tous. De ce qui précède, le problème auquel nous devons faire face aujourd'hui est principalement un problème de gouvernance et de gestion. Mais qu'il faut concilier avec l'accès à l'eau pour tous, un droit de plus en plus fondamental au regard des changements climatiques et de leurs impacts sur les ressources en eau.

Il s'agit donc de partager et gérer cette eau de façon équitable, efficiente et résiliente au changement climatique, tout en assurant la pérennité des écosystèmes naturels. En bref, Rio+20 doit créer une véritable économie de l'eau qui passe d'une logique de réaction à court-terme à une gestion adaptative et préventive des risques sur le long terme tant sur le plan social, économique et environnemental.

SOLUTIONS

Il existe des solutions et bonnes pratiques au niveau des communautés. Celles-ci doivent inspirer les politiques internationales. Notamment :

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), une solution locale et répliquable. Face aux impacts assez récents du changement climatique, les communautés ont eu tendance à appliquer à des phénomènes rampants et récurrents comme la désertification des principes de gestion de crise ponctuelle. Il est temps de mettre en place une gestion adaptative et à plus long terme. À cette fin, l'eau ne devrait plus être gérée comme une substance mais plutôt comme un écosystème. De ce point de vue, la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) peut permettre de lutter contre et maîtriser

la pénurie d'eau. Dans l'idéal, la GIRE identifie l'intérêt de protéger la ressource en eau et cherche à la concilier avec l'intérêt d'exploiter la ressource. La GIRE s'appuie sur les communautés et des réunions de concertation, de sensibilisation et de responsabilisation pour trouver des solutions pratiques qui permettent de concilier l'utilisation de l'eau avec sa protection. Elle cherche à analyser et intégrer les traditions, données culturelles qui peuvent affecter/améliorer la gestion de l'eau. La GIRE est exigeante certes, mais propose un cadre souple et progressif vers une gestion intégrée durable.

LA GIRE AU NIGER, DANS LA BASSE VALLÉE DE LA TARKA (ONG DEMI-E)



© Demi-E



© Demi-E

Depuis 1999, le Niger a opté pour le choix stratégique de la GIRE comme outil de gestion du potentiel hydrique national. S'inscrivant dans ce contexte, la GIRE a démarré en 2009 pour une durée d'exécution de 9 ans. Il intervient dans une zone de cultures maraîchères à forte production d'oignon où la nappe phréatique est peu profonde et l'utilisation de produits chimiques dans les exploitations de type pluvial est intense. Le projet vise le renforcement des stratégies d'adaptation et des capacités des communautés à gérer l'eau et à faire face aux aléas climatiques et environnementaux, et la forte implication des femmes dans la gestion de l'eau.

En 3 ans, le projet a permis de collecter et d'analyser des données sur la consommation de l'eau. Il analyse en continu les impacts climatiques et les modalités de réduction des risques environnementaux. Il a également permis de responsabiliser et mobiliser 400 communautés dans la vallée sur l'assainissement et la restauration de l'environnement lors de rencontres pour échanger sur la gestion de l'eau. Le projet a également permis de former les élus locaux et l'intercommunalité sur la GIRE. Enfin, le projet a mis à disposition des agricultrices un appui au développement de l'agriculture écologique, moins consommatrice en eau. Au regard de l'importance de la bonne gestion de l'eau dans le cadre de la production agricole, le projet mettra l'accent sur l'eau pour l'agriculture.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Les décideurs réunis au sommet de Rio+20 doivent prendre des mesures pour améliorer la gestion des ressources hydriques tout en assurant l'accès à l'eau pour tous. Rio+20 doit :

- ❖ **Promouvoir et financer la gestion intégrée et participative de l'eau**, avec des systèmes éprouvés comme la GIRE, en vue de maximiser le bien-être économique et social, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux.
- ❖ **La mise en place et le renforcement des mécanismes institutionnels** sont des mesures transparentes à prendre pour mieux planifier la gestion de l'eau, améliorer les systèmes d'alerte précoce et faciliter la gouvernance participative.
- ❖ **Participation communautaire et implication des femmes dans la gouvernance institutionnelle durable de l'eau.** Les femmes sont souvent les premières victimes de la crise de l'eau puisque traditionnellement, en zone rurale notamment, elles sont chargées de trouver l'eau nécessaire aux besoins de la famille. Il est donc crucial de les impliquer dans les processus de concertation et de prise de décision.
- ❖ **Promouvoir le rôle de la recherche, l'éducation, la sensibilisation et des connaissances locales.** Pour être efficace, toute politique de gestion de l'eau doit s'appuyer sur les droits et coutumes des communautés. Elle doit également développer les outils pour partager les bonnes pratiques, et vulgariser informations relatives à la disponibilité des ressources en eau, et les solutions pour maîtriser la consommation en eau.
- ❖ **Réaffirmer la légitimité et la contribution de la société civile** (ONG, organisations paysannes, associations de consommateurs...) dans les prises de décision et dans la mise en œuvre des politiques agricoles et de l'eau.

Partenaires

ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT, OUTIL DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Le prochain sommet de la terre à Rio sera l'occasion de rappeler que l'éducation environnementale est la fondation du développement durable et de la bonne gouvernance environnementale.

Appuyé par ses membres enseignants, le Réseau Climat & Développement souhaite contribuer aux réflexions sur le rôle de l'éducation dans le cadre d'un développement résilient au changement climatique.

N°6

Élianne Renée
TIENDREBEOGO

ABTN/DDSE,
Burkina Faso

Colette BENOUDJI

LEAD, Tchad

Saïd CHAKRI

AESVT, Maroc

CONSTATS

Les communautés ont du mal à comprendre les enjeux environnementaux et climatiques

Face aux problèmes environnementaux qui menacent notre planète (dégradation des forêts, désertification, changements climatiques, détérioration de la qualité de l'eau), **les communautés sont démunies et vulnérables**. Malgré leur capacité endogène de réaction et d'adaptation, les communautés ne peuvent pas toujours faire face aux impacts diffus ou extrêmes du changement climatique ni lutter contre la dégradation de leur environnement. Pour plusieurs raisons. Les changements climatiques ont souvent tendance à effrayer les communautés qui, conscientes du changement, ne savent pas comment s'y adapter. Par ailleurs, la vulnérabilité

à la dégradation climatique et environnementale tend à augmenter dans les communautés peu scolarisées et frappées par la pauvreté.

Enfin, **les communautés n'ont pas toujours conscience de leur impact** sur le changement climatique et sur les ressources naturelles, et peuvent y contribuer sans le savoir. C'est le cas de l'utilisation non-maîtrisée des foyers de cuisine alimentés au bois de feu, qui contribue à la dégradation des ressources forestières et au réchauffement climatique.

ENJEUX

il faut aider les communautés à adapter leurs comportements et modes de vie

Les communautés locales sont souvent les plus exposées aux impacts directs des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement, mais aussi les mieux à même de lutter contre ces problèmes environnementaux. À condition de les doter des outils nécessaires et de leur donner accès à l'information. Il est de plus en plus urgent de modifier les comportements, d'adopter les bons gestes, de renforcer les capacités de réaction et d'adaptation.

Il apparaît indispensable d'informer et de sensibiliser les individus, les collectivités et surtout les enfants sur

l'importance du milieu naturel et sur les moyens de respecter et restaurer l'environnement, et de s'adapter au changement climatique.

Une personne informée sera amenée à faire des choix différents. Par exemple, en choisissant d'investir dans un foyer amélioré plutôt que dans un foyer traditionnel excessivement consommateur de bois de feu. Ou en choisissant de rationaliser la consommation d'eau en investissant dans un système d'irrigation goutte-à-goutte pour son maraîchage.

SOLUTIONS

Il existe des solutions et bonnes pratiques au niveau des communautés. Celles-ci doivent inspirer les politiques internationales

L'éducation environnementale et climatique. Dans ce contexte, l'éducation relative à l'environnement constitue une discipline qui permet aux individus d'acquérir les connaissances et les compétences pratiques nécessaires pour préserver l'environnement de manière responsable, efficace et souvent innovante.

L'éducation environnementale et climatique a pour but de faciliter l'accès des communautés à une économie

plus respectueuse de l'environnement et plus résiliente aux impacts du changement climatiques.

Elle permet d'informer les choix économiques et quotidiens des individus et des collectivités, et de renforcer l'autodétermination. Par exemple, la sensibilisation aux impacts du changement climatique et aux moyens d'y faire face représente la première étape de toute mesure ou politique d'adaptation efficace.

« LA TERRE NE NOUS APPARTIENT PAS, ELLE NOUS EST PRÊTÉE PAR NOS ENFANTS »



© Saïd Chakri

C'est à ce titre que l'éducation à l'environnement cible le plus souvent les nouvelles générations. L'article 12 de la Convention des Nations Unies sur les droits des Enfants (UNCRC) reconnaît le droit à la participation et à la connaissance. C'est l'accès à la connaissance qui permet aux enfants d'être bien outillés pour construire un développement durable dans un environnement sain.

C'est grâce à l'éducation à l'environnement qu'ils peuvent devenir ambassadeurs du changement positif auprès de leurs familles et de leurs communautés. Et grâce à l'école, l'éducation environnementale et climatique peut être facilement intégrée dans les cursus scolaires. Les enfants apprennent et se construisent en initiant d'eux même des actions de protection de l'environnement ou d'adaptation.



© Elianne Renée Tiendrebeogo

Elle pourrait ainsi jouer un rôle clé dans la promotion de l'économie verte: par exemple, en revalorisant le rôle écologique et économique de l'agriculture familiale, l'éducation environnementale pourrait contribuer en impliquant et encourageant les jeunes générations à préserver et développer l'agriculture familiale – vecteur de développement durable et de sécurité alimentaire.

RECOMMANDATIONS AUX DÉCIDEURS EN AMONT DE RIO+20

Considérant que l'éducation environnementale et climatique est fondamentale pour l'accompagnement des enfants et des jeunes à une prise de conscience et des adultes à développer leur savoir faire, dans les perspectives d'une adaptation aux changements climatiques, le Réseau Climat & Développement appelle Rio+20 à :

- ❖ **Renforcer** l'axe éducatif dans les stratégies nationales des changements climatiques.
- ❖ **Initier ou appuyer** des programmes nationaux qui encadrent et financent l'éducation environnementale et climatique.
- ❖ **Intégrer** de manière systématique l'éducation environnementale et climatique dans les cursus scolaires.
- ❖ **Former** les médias sur les enjeux environnementaux et climatiques afin d'améliorer le relai d'information sur ces questions.
- ❖ **Améliorer** la participation des enfants dans la prise de décision et les négociations internationales.
- ❖ **Faire respecter** le droit à l'information et à la connaissance dans tous les pays.

Partenaires